

# La Palestine à feu et à sang : que veut le gouvernement Olmert ?

vendredi 22 décembre 2006, par [BATOU Jean](#) (Date de rédaction antérieure : 21 décembre 2006).

Depuis juin dernier, 280 Palestinien-nes ont été tués par les forces israéliennes, dont 60 enfants. Le 8 novembre, 18 civils, dont 7 enfants et 4 femmes, trouvaient la mort dans le bombardement criminel du quartier résidentiel de Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza. Les Etats-Unis ayant opposé leur veto à une condamnation d'Israël par le Conseil de sécurité, c'est le Conseil des droits de l'homme, réuni en session extraordinaire, qui a adopté majoritairement une résolution enjoignant Israël de respecter les Conventions de Genève en protégeant les civils des territoires occupés. Le Royaume-Uni, l'Allemagne et les Pays-Bas ont voté contre, la France et la Suisse se sont courageusement abstenues. L'Europe contribue à sa manière, aux côtés des Etats-Unis, à la construction du « Nouveau Moyen-Orient »...

Michel Warschawski parle de la bande de Gaza comme d'un « *gigantesque camp de concentration* » (*sic*), où s'entassent 1,5 million de personnes. Ici, les victimes collatérales sont inévitables et donc « programmées ». En Cisjordanie, les civils sous occupation sont confinés derrière un mur, dans de véritables prisons à ciel ouvert, tandis que la colonisation israélienne et l'enclavement de Jérusalem-Est se poursuivent. Tout se passe comme si la formation d'un Etat palestinien réellement souverain devenait chaque jour plus irréaliste. La colonisation de 100% du territoire de la Palestine mandataire est un fait depuis près de 40 ans ; l'armée israélienne s'est ainsi transformée en « *une force de police oppressive* » dont les principales fonctions, comme le note Uri Avnery, consistent à « *maltraiter des civils sans défense, donner la chasse à des enfants qui jettent des pierres, humilier des gens sur d'innombrables barrages routiers (...)* ».

En réalité, nous avons affaire à une tentative de destruction de la Palestine en tant que nation – ce que le sociologue israélien Baruch Kimerling appelle un « *politicide* » et son homologue palestinien, Salah Abdel Jawad, un « *sociocide* ». Pour l'historien israélien Ilan Pappé, ces massacres à répétition s'inscrivent dans le prolongement d'une politique de « *Nettoyage ethnique* » (c'est aussi le titre de son dernier livre), initiée en 1948. Elle rime avec la démolition de milliers de maisons, l'arrachage de centaines de milliers d'oliviers et d'arbres fruitiers, l'installation de colons juifs en Cisjordanie et à Jérusalem-Est (plus de 400 000), le pillage des ressources hydrauliques des territoires occupés, la multiplication des check points (plus de 700), l'incarcération arbitraire et l'assassinat « ciblé » de militant-e-s, etc. Le fait qu'un Avigdor Lieberman, partisan de l'expulsion de tous les Palestniens-nes, occupe aujourd'hui un poste de premier rang au sein du gouvernement israélien en dit long sur les objectifs de celui-ci...

Aujourd'hui, avec l'annonce d'un cessez-le-feu et les déclarations d'Olmert en faveur d'une reprise des négociations de « paix », ce sont les clash fratricides entre Palestinien-nes qui sont montrés du doigt... Au lendemain des élections de janvier, Israël avait en réalité tout fait pour en arriver là en lançant une brutale offensive contre Gaza, bastion du Hamas, et en bloquant les fonds des Palestinien-nes, aidé en cela par la « communauté internationale ». Il s'agissait de pousser les secteurs les plus compromis du Fatah au coup d'Etat, au risque de la guerre civile, tandis que ses porte-parole les plus critiques, comme Marwan Barguti, étaient maintenus en prison. En annonçant des élections anticipées, en violation de la Constitution, Mahmoud Abbas entend se débarrasser à chaud du gouvernement du Hamas, que le peuple palestinien avait pourtant choisi

démocratiquement, il y a moins d'un an, en s'appuyant sur l'occupant israélien et les chancelleries occidentales (avec l'appui de Tony Blair). Sans doute un pas en avant de la démocratie !

En réalité, il n'y a aucune possibilité d'instaurer une paix durable en Palestine sans l'évacuation de tous les territoires occupés par Israël en 1967 et le respect du droit au retour des réfugié-e-s palestiniens expulsés en 1948. Il ne s'agit jusqu'ici que du respect strict du droit international et des décisions de l'ONU en la matière. Ceci implique aussi le rejet de l'idéologie sioniste, en tout cas dans son interprétation actuelle, qui refuse de considérer la coexistence possible des Juifs et des Palestiniens, avec les mêmes droits, au sein d'un même Etat. Le chemin de la paix passe en effet par la coopération des deux peuples... Et pourquoi pas, à terme, dans le cadre d'un seul Etat aux structures fédérales, comme le préconisait le philosophe Martin Buber, considéré comme le père spirituel d'Israël, et après lui Edward Saïd. Nous n'en avons jamais été aussi éloignés ? Certes. Mais une chose est sûre : la pseudo-indépendance de quelques Bantoustans palestiniens, enclavés et contrôlés par un Etat israélien régnant sur la quasi-totalité de la Palestine mandataire, ne serait que le prélude à un nouveau cycle de violences effroyables.

---

**P.-S.**

\* Editorial du périodique suisse « solidarités » n° 99, du 21 décembre 2006.